

10 Europe

La Grèce prépare un nouveau plan d'austérité sous le regard de Bruxelles

Les mesures d'économie s'appuient sur des coupes salariales et budgétaires drastiques

Sous la pression européenne et la menace d'attaques spéculatives, et en dépit des tensions sociales, le premier ministre grec, Georges Papandréou, devait annoncer, mercredi 3 mars, à l'issue d'un « conseil des ministres de crise » des mesures d'économie supplémentaires pour ramener le déficit public de la Grèce à 8,7% du PIB en 2010, contre 12,7% en 2009.

Allant jusqu'à évoquer un « scénario de guerre », le gouvernement devait mettre sur pied un plan d'austérité censé générer de l'ordre de 4 milliards d'euros d'économies. Un taux de TVA augmenté de 2%, des taxes sur les alcools, le tabac, les carburants et sur les signes extérieurs de richesse en hausse; de nouvelles coupes salariales dans la fonction publique et le gel des retraites, ainsi que la suppression ou la réduction des 13^e et 14^e mois pour les fonctionnaires sont à l'ordre du jour. La suppression d'une partie des congés payés des fonctionnaires a aussi été évoquée.

Le gouvernement Pasok (socialiste), au pouvoir depuis octobre 2009, ira-il aussi loin? Les syndicats ont déjà annoncé qu'ils réagiraient à ces mesures par des manifestations et des grèves. Mais « il n'est pas question de laisser le pays sombrer, quel que soit le coût, quelles que soient les réactions, quoi qu'il faille décider, même si la décision que l'on doit prendre est difficile », a prévenu M. Papandréou, qui devait rencontrer Nicolas Sarkozy le 7 mars, après la chancelière Angela Merkel le 5 mars et avant le président Barack Obama, le 9 mars.

Après la grève générale qui a mobilisé plus de 30 000 contribu-

bles grecs, le 24 février, le gouvernement fait montre de sa détermination avant la prochaine réunion des ministres des finances européens, les 15 et 16 mars.

Pour la Grèce, il s'agit de restaurer la crédibilité du pays, surendetté et accusé à plusieurs reprises d'avoir menti sur l'ampleur de ses déficits. Mais aussi d'assurer, à court terme, le bon déroulement des prochaines émissions de dettes souveraines destinées à refinancer le pays.

« Aléa moral »

Pour l'Europe, une telle action est aussi primordiale. Si des mesures de solidarité sont envisagées – Paris et Berlin travailleraient notamment à un plan pour aider Athènes à émettre de nouvelles obligations d'Etat afin de refinancer sa dette –, l'Union doit à tout prix éviter « l'aléa moral » d'un sauvetage sans condition de la Grèce.

Ce dispositif suffira-t-il à faire taire la spéculation et rassurer les Etats? Sur les marchés, les annonces de M. Papandréou ont contribué au léger redressement de l'euro. Mais ces paroles ne sont qu'un premier pas. Très vite les experts évalueront la faisabilité des mesures évoquées.

Face aux risques de contagion à toute la zone euro, les Européens ont d'ailleurs décidé de placer le pays sous tutelle budgétaire pour s'assurer de la mise en œuvre du plan. Et des experts de la Commission, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international se rendront à nouveau prochainement en Grèce. ■

Claire Gatinois